

Contraintes juridiques liées à la création d'un port de plaisance dans le domaine public fluvial

DISTANCES			
SUIVANT LA RIVE DROITE DE LA LOIRE.			
DE	MONTJEAN	À	
BRIARE	356. 568 ^{KIL. M.}	PORT-BOULET	90. 752 ^{KIL. M.}
GIEN	327. 596	CANDES	85. 592
SULLY	504. 171	SAUMUR	70. 717
CHÂTEAUNEUF	285. 970	LES ROSIERS	55. 485
JARGEAU	275. 659	ST MATHURIN	45. 500
COMBLEUX	261. 078	PONTS-DE-CÉ	28. 895
ORLÉANS	254. 756	LA POINTE	21. 605
MEUNG	256. 502	CHALONNES	8. 705
BEAUGENCY	228. 529	INGRANDES	5. 158
MER	212. 760	ST FLORENT	15. 486
BLOIS	194. 456	ANCENIS	26. 281
AMBOISE	159. 950	OUDON	55. 415
MONT-LOUIS	147. 152	NANTES	61. 282
TOURS	156. 281	INDRET	71. 428
CINQ-MARS	118. 592	PAIMBOEUF	101. 850
LANGEAIS	112. 165	ST NAZAIRE	119

Sommaire

	pages
Résumé / Abstract	2
Liste des tableaux et figures	3
Introduction	4
1. Cadre réglementaire et législatif concernant la création d'un port de plaisance	5
1.1. La réglementation actuelle	5
1.2. Les textes réglementaires	6
1.2.1. La loi n°92-3 du 3 janvier 1992	6
1.2.2. Le décret 93-743 du 29 mars 1993	13
1.2.3. Le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure	14
1.2.4. L'étude d'impact	15
1.2.5. L'enquête publique	18
1.2.6. Les autorisations de travaux dans les ports publics fluviaux	21
1.2.7. Voies navigables de France et l'occupation du domaine public fluvial	21
2. Description du site choisi	27
2.1. Les infrastructures présentes	27
2.2. Choix du site et de l'infrastructure	32
3. Mise en œuvre du projet sur le site	35
3.1. Déroulement global du projet	35
3.2. Démarches administratives	35
3.2.1. La confrontation projet / législation	35
3.2.2. La chronologie à suivre	39
Conclusion	41
Bibliographie	42
Table des matières	43

Résumé

Le tourisme fluvial ne cesse de se développer depuis la dernière décennie. De nombreux canaux comme les canaux de Bourgogne, du Midi et de la Mayenne accueillent de plus en plus de touristes chaque année. C'est pourquoi un développement du tourisme fluvial sur la Loire navigable ne semble aujourd'hui pas incongru. En profitant des aménagements déjà existants, il est possible de créer une offre touristique sur la portion de Loire comprise entre l'estuaire et Bouchemaine. Avant de pouvoir créer un port de plaisance, il faut prendre connaissance des textes de lois réglementant cette activité. L'objectif du rapport est d'établir une liste exhaustive des textes réglementant la construction, l'exploitation des ports de plaisance dans le domaine public fluvial. Après cette recherche, à partir d'un cas concret (l'aménagement du port de Montjean sur Loire), il s'agit d'articuler ces textes afin de pouvoir établir une chronologie des actions réglementaires à réaliser avant de procéder aux travaux de construction. Cette chronologie et la liste établies permettront au néophyte de s'y retrouver de prendre les bonnes dispositions pour mener son projet de port de plaisance dans le domaine public fluvial.

Mots clés : Port de plaisance ; domaine public fluvial ; Autorisation au titre de la loi sur l'eau, pontons de plaisance.

Abstract

Since the next decade, river tourism increases more and more. A lot of channels like Burgundy channel, Mayenne channel or Midi Channel receive a lot of tourist each years. That's why a development of river tourism on navigable Loire does not seem to be out of place. It is possible, with old accommodations, to create a touristic offer on navigable Loire. But before creating a new river port, the contracting authority must know all the laws concerning the creation of new river port. The aim of this report is to draw up an exhaustive list concerning laws making rules for the construction, the exploitation of river ports. After this research, with an example (Montjean sur Loire), we must articulate these laws to establish a chronology of actions to do before the construction of a river port.

Key words: River port, river public property, authorisation of water law, river pontoon

Liste des tableaux et figures

	pages
Tableau n°I : Conditions générales de gestion des ports de plaisance gérés par V.N.F.	22 - 23
Figure n°1 : Localisation du tronçon Ancenis – Chalonnes sur Loire et des services mis à dispositions	28
Figure n°2 : Vue du ponton d’Ancenis	30
Figure n°3 : Vue des quais d’Ingrandes	30
Figure n°4 : Vue des quais de Montjean sur Loire	31
Figure n°5 : Vue des quais de Chalonnes sur Loire	31
Figure n°6 : Schéma indicatif du projet de port de Montjean sur Loire	34
Figure n°7 : Procédure d’autorisation au titre de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 et son décret d’application n°93-742 du 29 mars 1993	35

Introduction

Le tourisme fluvial suscite un véritable engouement porté par une politique importante de promotion. L'offre touristique ne cesse de s'accroître notamment au niveau de célèbres canaux tels que le canal du Midi ou le canal de Bourgogne par exemple.

Avec 8500 km de voies navigables, la France offre de nombreuses possibilités au niveau de la voie d'eau et des chemins de halage. Ceux – ci façonnent de véritables espaces de loisirs. Si on estime les touristes fluviaux à quelques 8,5 millions de passagers, on ne peut que difficilement dénombrer les millions de personnes qui fréquentent chaque année les abords de la voie d'eau pour visiter son patrimoine exceptionnel, pêcher, emprunter ses chemins de randonnée ou ses pistes cyclables.

Cet attrait pour la voie d'eau se généralise car les infrastructures existantes sont capables d'assumer chaque année de plus en plus de touristes friands de ce type de tourisme.

Une promotion de la voie d'eau ne peut s'effectuer sans une création d'annexes nécessaires au tourisme fluvial. Les ports et les haltes nautiques en sont un exemple.

L'objectif de ce rapport est d'établir après lecture et recherche des textes de loi correspondants, une chronologie exhaustive des démarches administratives liées à la création d'un port de plaisance dans le domaine public fluvial.

1. Cadre réglementaire et législatif concernant la création d'un port de plaisance

La création d'un port de plaisance nécessite des travaux à réaliser dans un milieu naturel. Selon l'importance du projet, les dégradations provoquées peuvent être importantes. Les textes de lois mis en place concourent à une réglementation de travaux ou activités de ce genre.

1.1.La réglementation actuelle

Un projet de création d'un port de plaisance doit prendre en compte prioritairement la loi 92 - 3 du 3 janvier 1992 dite loi sur l'eau. Cette loi est la base législative pour toute action sur les milieux aquatiques. Le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure doit aussi être pris en compte car il instaure des principes de base pour toute action sur le domaine public fluvial. Les décrets d'application de la loi 92-3 ou d'autres lois sont aussi pris en considération pour mettre en place et diriger les mesures nécessaires à l'élaboration du projet.

On peut donc ainsi dégager plusieurs textes qui nous serviront de base pour élaborer un schéma synthétique d'actions à mener pour la création d'un port de plaisance.

1.2. Les textes réglementaires

1.2.1. La loi 92-3 du 3 janvier 1992 dite loi sur l'eau et ses décrets d'application (n°93-742 et 93- 743 du 29 mars 1993)

La loi 92-3 du 3 janvier 1992 (Annexe I) a introduit de nombreux éléments concernant la gestion des milieux aquatiques et la gestion de l'eau. Elle régit par l'article 10 tout type de travaux ayant lieu sur ces milieux.

Les installations ne figurant pas à la nomenclature des installations classées, les ouvrages, travaux et activités (**IOTA**) réalisés à des fins non domestiques par toute personne physique ou morale, publique ou privée et entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines, restitués ou non, une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux ou des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques, même non polluants sont soumis aux dispositions de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau

Ces installations classées, ouvrages, travaux et activités (**IOTA**) sont définis dans la nomenclature établie par le décret n 93-743 du 29 mars 1993 (Annexe II). Ce décret soumet les installations à autorisation ou à déclaration suivant les dangers qu'ils présentent et la gravité de leurs effets sur la ressource en eau et les écosystèmes aquatiques. Ce décret se présente sous la forme d'une nomenclature introduisant des rubriques introduisant le principe d'autorisation ou de déclaration de travaux (voir 1.2.2.).

Les installations susceptibles de présenter des dangers pour la santé et la sécurité publique, de nuire au libre écoulement des eaux, de réduire la ressource en eau, d'accroître notablement le risque d'inondation, de porter atteinte gravement à la qualité ou à la diversité du milieu aquatique relèvent ainsi du **régime de l'autorisation**

Les installations qui, bien qu'elles ne soient pas susceptibles de présenter de tels dangers, doivent néanmoins respecter certaines prescriptions sont soumises à **déclaration**.

Le décret 93-742 du 29 mars 1993 (Annexe III) fixe la procédure à suivre pour toute personne souhaitant réaliser une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumise à autorisation ou à déclaration. Cette personne doit faire la demande d'autorisation ou de déclaration auprès de la préfecture du département dans lequel aura lieu l'aménagement.

La demande d'autorisation ou la déclaration doit être faite avant la mise en service de l'installation, l'ouvrage ou l'activité concernée. Les travaux ne peuvent débuter qu'après

l'obtention du récépissé de déclaration ou de l'arrêté d'autorisation délivré par le préfet après consultation des services instructeurs (D.D.E, D.D.A.F ou D.D.A.S.S).

Si le dossier est complet, les délais d'instruction sont les suivants :

- environ 3 semaines pour les déclarations (vérification de la conformité du dossier aux dispositions réglementaires)
- - de 6 mois à un an pour les autorisations (enquête publique de 15 jours à la mairie concernée, consultation du conseil départemental d'hygiène...)

a. Déclaration au titre de la loi 92-3 du 3 janvier 1992

C'est un dossier à constituer en 3 exemplaires (article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993) et à adresser à la préfecture du département où va s'effectuer l'aménagement.

Cette demande comprend :

1° **Le nom et l'adresse du demandeur ;**

2° **L'emplacement** sur lequel l'installation, l'ouvrage, les travaux ou l'activité doivent être réalisés ;

3° **La nature, la consistance, le volume et l'objet** de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité envisagés, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés ;

4° **Un document d'incidence** indiquant, compte tenu des variations saisonnières et climatiques, les incidences de l'opération sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, ainsi que sur chacun des éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ; ou concernées. Ce document précise, la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les objectifs de qualité des eaux prévus par le décret du 19 décembre 1991.

Si ces informations sont données dans une étude d'impact ou une notice d'impact, celle-ci remplace le document exigé à l'alinéa précédent.

5° **Les moyens de surveillance ou d'évaluation** des prélèvements et des déversements prévus ;

6° **Les éléments graphiques** plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles mentionnées aux 3° et 4°.

♦ **Composition indicative du document d'incidences**

Ce document indique, compte tenu des variations saisonnières et climatiques, les incidences de l'opération sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, ainsi que sur chacun des éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou concernées. Ce document précise la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les objectifs de qualité des eaux prévus par le décret du 19 décembre 1991.

Si ces informations sont données dans une étude d'impact ou une notice d'impact, celle-ci remplace le document exigé.

Ce document est à réaliser, par exemple selon la composition indicative suivante, et à remettre avec la demande.

• **Aire d'étude**

Il faut situer l'étendue de cette aire et son rayon (2 à 10 km selon importance du projet) ainsi que les communes concernées. Il faut mettre en adéquation le projet avec la situation au regard de l'urbanisme et les projets locaux d'aménagement ainsi que les activités humaines, la population et la distance du projet aux habitations.

• **Analyse de l'état initial du site, du cours d'eau et des milieux aquatiques**

Une description de l'état initial de l'eau et du milieu aquatique sur le site est nécessaire, en mentionnant : l'état des berges et de leur végétation, l'état des parcelles, les paysages, les milieux naturels et la faune et flore.

D'autres paramètres doivent être pris en compte tels que la qualité de l'eau et les objectifs de qualité prévus par le décret du 19 décembre 1991, la vocation piscicole du cours d'eau concerné ainsi que la gestion piscicole locale, l'intérêt écologique et paysager

de la zone (zone humide, rivière à migrateurs, site inscrit site classé, zone d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Z.N.I.E.F.F.), zone d'importance pour la conservation des oiseaux (Z.I.C.O.)).

De la même manière, les caractéristiques physiques du cours d'eau et de son bassin versant doivent être étudiées : altitudes et pentes moyennes au niveau de l'ouvrage, longueur de rivière concernée, données sur les débits (si possible, module, débits d'étiage et crue, etc...)

- **Incidence du projet pendant les travaux de réalisation de l'ouvrage**

Il faut prévoir l'incidence du projet pendant les travaux sur les eaux souterraines, sur les eaux superficielles, dont les risques de crues, les risques de pollution et de colmatage, la destruction possible des frayères et des habitats piscicoles

- **Incidence du projet en phase d'exploitation sur l'eau et les milieux aquatiques**

D'autre part, quand le projet est finalisé, il faut prévoir son action sur le milieu et estimer son influence sur l'écoulement et le niveau des eaux superficielles, sur les niveaux des nappes souterraines et leur risque de colmatage, sur la qualité des eaux superficielles et des eaux souterraines, et sur les risques de modification de la faune et de la flore.

- **Incidence du projet en phase d'exploitation sur les autres usages de l'eau**

Il faut aussi pouvoir estimer l'incidence de ce projet sur les autres activités déjà présentes à l'endroit où l'aménagement va être effectué. Une étude sur les incidences du projet sur l'alimentation en eau potable et la santé publique, sur l'usage industriel et agricole de l'eau, la production d'énergie, les transports, sur la pêche en eau douce et l'exploitation des piscicultures voisines, sur le tourisme, les loisirs et sports nautiques et sur la sécurité publique (indiquer les mesures prévues pour assurer cette sécurité).

b . Autorisation au titre de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992

Ce dossier, à constituer en 7 exemplaires (article 2 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993), est à adresser à la préfecture du département dans lequel l'aménagement va avoir lieu.

Cette demande comprend :

1° **Le nom et l'adresse du demandeur ;**

2° **L'emplacement** sur lequel l'installation, l'ouvrage, les travaux ou l'activité doivent être réalisés ;

3° **La nature, la consistance, le volume et l'objet** de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité envisagés, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés ;

4° **Un document d'incidence** indiquant, compte tenu des variations saisonnières et climatiques, les incidences de l'opération sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, ainsi que sur chacun des éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ; ou concernées. Ce document précise, s'il y a lieu, les mesures compensatoires ou correctives envisagées et la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les objectifs de qualité des eaux prévus par le décret du 19 décembre 1991.

Si ces informations sont données dans une étude d'impact ou une notice d'impact, celle-ci remplace le document exigé à l'alinéa précédent ;

5° **Les moyens de surveillance prévus** et, si l'opération présente un danger les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ;

6° **Les éléments graphiques** plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles mentionnées aux 3° et 4°.

- **Composition indicative du document d'incidences**

Ce document indique, compte tenu des variations saisonnières et climatiques, les incidences de l'opération sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, ainsi que sur chacun des éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou concernées. Ce document précise, s'il y a lieu, les mesures complémentaires ou correctives envisagées et, la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les objectifs de qualité des eaux prévus par le décret du 19 décembre 1991. Si ces informations sont données dans une étude d'impact ou une notice d'impact, celle-ci remplace le document exigé.

Il est à réaliser, par exemple, selon la composition indicative suivante, et à remettre avec la demande.

- **Aire d'étude**

Il faut situer l'étendue de cette aire et son rayon (2 à 10 km selon importance du projet) ainsi que les communes concernées. Il faut mettre en adéquation le projet avec la situation au regard de l'urbanisme et les projets locaux d'aménagement ainsi que les activités humaines, la population et la distance du projet aux habitations.

- **Analyse de l'état initial du site, du cours d'eau et des milieux aquatiques**

Une description de l'état initial de l'eau et du milieu aquatique sur le site est nécessaire, en mentionnant : l'état des berges et de leur végétation, l'état des parcelles, les paysages, les milieux naturels et la faune et flore.

D'autres paramètres doivent être pris en compte tels que la qualité de l'eau et les objectifs de qualité prévus par le décret du 19 décembre 1991, la vocation piscicole du cours d'eau concerné ainsi que la gestion piscicole locale, l'intérêt écologique et paysager de la zone (zone humide, rivière à migrateurs, site inscrit site classé, zone d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Z.N.I.E.F.F.), zone d'importance pour la conservation des oiseaux (Z.I.C.O.)).

De la même manière, les caractéristiques physiques du cours d'eau et de son bassin versant doivent être étudiées : altitudes et pentes moyennes au niveau de l'ouvrage, longueur de rivière concernée, données sur les débits (si possible, module, débits d'étiage et crue, etc...).

- **Incidence du projet pendant les travaux de réalisation de l'ouvrage**

Il faut prévoir l'incidence du projet pendant les travaux sur les eaux souterraines, sur les eaux superficielles, dont les risques de crues, les risques de pollution et de colmatage, la destruction possible des frayères et des habitats piscicoles

- **Incidence du projet en phase d'exploitation sur l'eau et les milieux aquatiques**

D'autre part, quand le projet est finalisé, il faut prévoir son action sur le milieu et estimer son influence sur l'écoulement et le niveau des eaux superficielles, sur les niveaux des nappes souterraines et leur risque de colmatage, sur la qualité des eaux superficielles et des eaux souterraines, et sur les risques de modification de la faune et de la flore.

- **Incidence du projet en phase d'exploitation sur les autres usages de l'eau**

Il faut aussi pouvoir estimer l'incidence de ce projet sur les autres activités déjà présentes à l'endroit où l'aménagement va être effectué. Une étude sur les incidences du projet sur l'alimentation en eau potable et la santé publique, sur l'usage industriel et agricole de l'eau, la production d'énergie, les transports, sur la pêche en eau douce et l'exploitation des piscicultures voisines, sur le tourisme, les loisirs et sports nautiques et sur la sécurité publique (indiquer les mesures prévues pour assurer cette sécurité).

- **Compatibilité du projet avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) et avec les objectifs de qualité des eaux**

- **Mesures compensatoires et correctives prévues pour limiter les incidences**

Sur l'écoulement des eaux et la morphologie du lit de la rivière

Sur la qualité des eaux pendant les travaux et en exploitation

Sur la migration des poissons, les zones de frai et de croissance des poissons

Sur les milieux et l'écosystème aquatique.

Le maître d'ouvrage envoie ce dossier au préfet qui regarde sa recevabilité. Le préfet renvoie un reçu dit « reçu loi sur l'eau ». Il prend l'avis des services de l'état pour savoir si le dossier est recevable avant l'enquête publique. Ensuite le préfet met le dossier à enquête publique pendant 15 jours voire 1 mois si les conditions l'exigent. L'enquête est menée par le commissaire enquêteur. Pendant l'enquête, le préfet saisit le conseil municipal des communes concernées. Le commissaire enquêteur écoute les avis de la population, des riverains concernés par l'ouvrage. Il rédige un rapport et des conclusions motivées sur le projet.

Les avis du commissaire enquêteur, des conseils municipaux, des services de l'état, de la commission locale de l'eau sont envoyés au service instructeur. Le dossier est passé devant le conseil départemental d'hygiène (CDH). Le maître d'ouvrage y est invité. Le CDH lui fait connaître les contraintes techniques imposées. Le maître d'ouvrage donne son avis sur le projet d'arrêté d'autorisation (délai de 2 mois). Le préfet pose ensuite l'arrêté d'autorisation avec un délai à respecter pour cette autorisation. Pendant 4 ans après le dépôt de l'arrêté, n'importe quel fondé à agir peut modifier ou casser l'arrêté.

1.2.2. Décret n° 93-743 du 29 mars 1993 (Annexe II)

Ce décret s'applique à toutes les eaux. C'est une grille à entrée multiple permettant de déterminer si une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité sont soumis à autorisation, déclaration ou au régime de liberté.. Il est composé de rubriques. Un ouvrage peut entrer dans plusieurs rubriques. Dans le cas nous intéressant (création d'un port de plaisance dans le domaine public fluvial), l'ouvrage est soumis à plusieurs rubriques.

- Rubrique 2.5.0 : Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers d'un cours d'eau.

II Opération soumise à **autorisation**

- Rubrique 2.5.3. : Ouvrage, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant un obstacle à l'écoulement des crues

II Opération soumise à **autorisation**

- Rubrique 2.5.4. : Installations, ouvrages, digues ou remblais d'une hauteur maximale supérieure à 0.5m au-dessus du terrain naturel dans le lit majeur d'un

cours d'eau. Si la superficie est supérieure à 1000m²

∏ Opération soumise à **autorisation**.

Si la superficie est supérieure ou égale à 400 m² mais inférieure à 1000 m².

∏ Opération soumise à **déclaration**

- Rubrique 2.5.5. : Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels par des techniques autres que le génie végétal, pour un cours d'eau ayant un lit mineur d'une largeur supérieure ou égale à 7.5m sur une longueur supérieure ou égale à 50 mètres mais inférieure à 200m

∏ Opération soumise à **déclaration**

Sur une longueur supérieure à 200 m

∏ Opération soumise à **autorisation**

Comme nous pouvons le voir, selon la taille du projet, on est soit en déclaration ou en autorisation. Toutefois, une seule demande d'autorisation entraîne une demande d'autorisation générale, même pour les rubriques soumises à déclaration.

Le projet de création d'un port de plaisance dans le domaine public fluvial est donc soumis à autorisation selon le principe de la loi 92-3 du 3 janvier 1992. La démarche à suivre est donc celle d'une procédure d'autorisation selon la loi 92-3 citée précédemment.

Il faut aussi savoir que lorsqu'une installation, ouvrage, travail ou activité existait avant la loi sur l'eau de 1992, il a le bénéfice de l'antériorité : on ne prend en compte que l'extension pour l'application de la loi sur l'eau.

1.2.3. Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure (Annexe IV)

Le code du domaine public fluvial introduit les bases réglementaires et législatives applicables aux cours d'eau français. Il prend aussi en compte les travaux en milieu fluvial et fixe quelques règles de base

Article 23 : Le domaine public fluvial est inaliénable sous réserve des droits et concessions régulièrement accordés avant l'édit de Moulins de février 1566 et des ventes légalement de biens nationaux.

Article 25 : Aucun travail ne peut être exécuté sur le domaine public fluvial sans autorisation de l'administration. Le défaut d'autorisation sera puni d'une amende de 150 à 1300 euros.

Article 26 : Les établissements créés sur le domaine public fluvial même avec autorisation peuvent toujours être modifiés ou supprimés. Une indemnité n'est due que lorsque ces établissements ont une existence légale.

Article 33 : L'autorité compétente pour statuer après enquête sur une installation, un ouvrage, une activité ou des travaux soumis à autorisation en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 est le préfet de département sur lequel le territoire duquel l'installation, l'ouvrage, l'activité ou les travaux doivent être réalisés.

1.2.4. L'étude d'impact

Textes :

Loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature

Décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi du 10 juillet 1976 (Annexe V).

La notice et l'étude d'impact permettent d'apprécier les conséquences sur l'environnement d'un projet d'aménagement, de travaux, d'ouvrages, de constructions, publics ou privés.

Deux régimes sont à distinguer. Selon l'impact prévisible des travaux, il y aura lieu d'établir une notice ou une étude d'impact. Certains textes fixent un régime particulier. Enfin, pour les opérations non soumises à l'un de ces deux documents, certaines procédures ont été mises en place.

a : La notice d'impact :

Les travaux soumis à la notice d'impact (annexe IV du décret n°77-1147 du 12 octobre 1977) pour ce qui concerne les ports fluviaux sont les travaux ou aménagements d'un coût total inférieur à 1,9 millions d'euros réalisés sur le domaine public fluvial sous le régime de la

concession prévu à l'article L 64 du code du domaine public de l'État, ainsi que les travaux de création ou d'extension d'un port de plaisance

La notice d'impact contient les incidences éventuelles du projet sur l'environnement et conditions dans lesquelles les préoccupations d'environnement seront satisfaites (article 4 du décret 77-1141 du 12 octobre 1997).

Pour le reste, les règles sont les mêmes qu'en ce qui concerne l'étude d'impact.

b. Le droit commun de l'étude d'impact :

Le principe :

Tous les projets d'une certaine importance doivent être soumis préalablement à leur réalisation à une étude d'impact, sauf dispense prévue dans le décret d'application (article 2 de la loi 76-629 du 10 juillet 1976). En cas de réalisation fractionnée, dans l'espace ou dans le temps, du projet, l'étude d'impact porte sur chacune des phases de l'opération et doit comporter une appréciation des impacts de l'ensemble du programme.

Les dispenses :

- les travaux d'entretien, de réparations ou de modernisation
- les travaux de faible importance (coût ou incidences sur l'environnement, voir alors "notice")

Le contenu de l'étude d'impact (article 2 du décret n°77-1141 du 12 octobre 1977) :

1°/ analyse de l'état initial du site et de son environnement

2°/ analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents de l'opération projetée sur l'environnement et le voisinage (santé, commodité).

3°/ raisons pour lesquelles, notamment du point de vue des préoccupations d'environnement, le projet a été retenu

4°/ mesures envisagées par le demandeur pour supprimer, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes

5°/ analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement

L'étude devra également comprendre un résumé non technique.

N.B. En application de certains textes, l'étude d'impact devra comporter des éléments particuliers.

Publicité de l'étude d'impact :

- si le projet est soumis à enquête publique, l'étude d'impact est comprise dans le dossier et sa publicité est assurée au sein de cette procédure
- - si le projet n'est pas soumis à enquête publique, l'article 6 du décret prévoit que toute personne peut en prendre connaissance dès que la décision de prise en considération ou l'autorisation du projet a été publiée

Contrôle de l'étude d'impact par l'administration :

- Premier contrôle par les administrations chargées de l'instruction des demandes
- Saisine possible du ministre de l'environnement par toute personne physique ou morale. Si le ministre de l'environnement ne se substitue pas pour autant à l'autorité compétente, celle-ci doit, sauf exception, attendre l'avis du ministre (qui dispose d'un délai de 30 jours) pour délivrer l'autorisation.

Contrôle de l'étude d'impact par le juge administratif :

- A l'occasion de recours contre les actes administratifs concernant les projets soumis à étude d'impact ; s'agissant d'une formalité substantielle, toute erreur ou illégalité affectant l'étude d'impact entraîne l'annulation de l'acte attaqué. L'étude doit être en relation avec l'importance des travaux envisagés.
- Sursis à exécution : si une demande de sursis à exécution d'une décision administrative est fondée sur l'absence ou l'insuffisance de l'étude d'impact, le juge administratif fait droit à la demande dès que cette absence est constatée selon une procédure d'urgence.

c. Les régimes particuliers

La loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau prévoit une procédure particulière d'autorisation administrative pour certaines opérations où un document indiquant les incidences sur la ressource en eau est exigé. Si l'opération est déjà soumise à étude d'impact, cette dernière inclut les éléments prévus dans le document d'incidences.

1.2.5. L'enquête publique

Textes :

Loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Décret n° 85-453 du 23 avril 1985 (Annexe VI).

A l'origine, l'enquête publique type à laquelle beaucoup de textes renvoyaient, était l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, définie par le code de l'expropriation. La loi n° 83-630 du 12 07 1983, dite "loi Bouchardeau", a étendu le champ d'application des enquêtes publiques et créée une "deuxième enquête publique type", concernant les aménagements, ouvrages et travaux portant atteinte à l'environnement, ainsi que les documents d'urbanisme.

Objet et champ d'application

Il s'agit d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre propositions, postérieurement à l'étude d'impact lorsque celle-ci est requise.

L'enquête publique est obligatoire avant tout aménagement, travaux ou ouvrages, exécutés par des personnes publiques ou privées, lorsqu'en raison de leur nature, de leur consistance ou du caractère des zones concernées, ces opérations sont susceptibles d'affecter l'environnement.

La liste des opérations visées est fixée par le décret n° 85-453 du 23 avril 85 (solution inverse à celle adoptée en matière d'étude d'impact où toutes les opérations y sont soumises, sauf celles figurant sur une liste). L'appréciation de l'importance des travaux projetés doit prendre en compte la globalité du projet même en cas de réalisation fractionnée.

En ce qui concerne les ports fluviaux, sont soumis à enquête publique :

- Les travaux de construction ou d'extension d'infrastructures portuaires d'un montant supérieur à 1 900 000 euros.
- La création d'un port de plaisance d'une capacité d'accueil supérieure à 150 places ou extension d'un port de plaisance de plus de 150 places.

A noter, l'exclusion des travaux exécutés en vue de prévenir un danger grave et immédiat et des travaux d'entretien ou de grosses réparations.

Ouverture, conduite et clôture de l'enquête :

Le préfet ouvre l'enquête par un arrêté et saisit le président du tribunal administratif, afin qu'il désigne un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête, selon l'importance des travaux.

Le préfet, après consultation du commissaire enquêteur, précise par arrêté, l'objet, les dates, les lieux de l'enquête, les noms et qualités du commissaire enquêteur.

La durée de l'enquête ne peut être inférieure à un mois et le commissaire enquêteur peut la prolonger pour 15 jours maximum.

A l'issue de l'enquête le ou les registres sont clos par le préfet et/ou le ou les maires. Le commissaire enquêteur établit un rapport sur le déroulement et les observations recueillies ; il rédige ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou non au projet et transmet le tout au préfet.

Information du public :

Le public doit être informé 15 jours avant, du début, de la durée et du lieu de l'enquête, ainsi que du nom et des qualités du commissaire enquêteur.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont rendus public ; le rapport doit faire état des contre propositions et des réponses éventuelles du maître d'ouvrage.

Les jours et heures où le public pourra consulter le dossier seront choisis pour que le plus grand nombre de personnes puissent participer à l'enquête.

Composition du dossier d'enquête :

Si pas de décision d'autorisation ou d'approbation :

- une notice explicative sur l'objet de l'enquête, les caractéristiques du projet, la raison pour laquelle le projet a été retenu parmi les différentes possibilités (en cas d'absence d'étude d'impact)
- l'étude ou la notice d'impact (lorsqu'elles sont requises)
- le plan de situation

- le plan général des travaux
- les caractéristiques des ouvrages les plus importants
- l'appréciation des dépenses (si le maître d'ouvrage est une personne publique)
- la mention des textes régissant l'enquête

Si décision d'autorisation ou d'approbation :

- le dossier prévu par la réglementation relative à l'opération
- l'étude ou la notice d'impact
- la mention des textes

Un exemplaire du dossier est adressé pour information aux maires des communes concernées par le projet.

Pouvoirs du commissaire enquêteur :

- visiter les lieux, sauf les locaux d'habitations et sauf refus des propriétaires et occupants, leur opposition étant mentionnée dans le rapport d'enquête
- se faire communiquer par le maître d'ouvrage les documents en sa possession, ces derniers ou le refus opposé sont ajoutés au dossier
- organiser une réunion publique, avec l'accord du préfet et en liaison avec le maître d'ouvrage
- prolonger la durée de l'enquête après avis du préfet (maximum 15 jours)

Les commissaires enquêteurs sont choisis sur une liste d'aptitude, établie dans chaque département par une commission spéciale et comprenant des représentants des pouvoirs publics et des techniciens. Ne peuvent être désignées des personnes intéressées par l'opération.

Sursis à exécution :

En cas de conclusions défavorables du commissaire enquêteur, les tribunaux administratifs saisis d'une demande de sursis à exécution font droit à cette demande si l'un des moyens invoqués apparaît sérieux et de nature à justifier l'annulation.

Articulation avec les autres textes imposant des enquêtes publiques

Leurs règles demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 et de son décret d'application.

Lorsque plusieurs enquêtes, dont l'une au moins au titre de la loi n°83-630 du 12 juillet 1983, sont prévues pour une même opération, elles peuvent être organisées conjointement et conduites par le même commissaire enquêteur.

1.2.6. Les autorisations de travaux dans les ports fluviaux

Texte : Décret n°71-121 du 5 février 1971 (Annexe VII)

Dans les ports fluviaux non concédés, les travaux de construction, d'extension et de modernisation des infrastructures portuaires sont pris en considération et autorisés par une décision du préfet. Le dossier des travaux prévus doit contenir obligatoirement l'étude d'impact définie par l'article 2 du décret n°77-1141 (Annexe V) lorsque le coût des travaux de construction excède le montant fixé soit 1,9 millions d'Euros (article 3 du même décret).

1.2.7. Voies Navigables de France et l'occupation du domaine public fluvial

Textes :

Décret n°91-796 du 20 août 1991 relatif au domaine confié à VNF par l'article 124 de la loi de finances pour 1991 (n°90 – 1168 du 29 décembre 1990) (Annexe VIII)

Circulaire n° 81 – 22/2/5 du 19 mars 1981 relative aux nouveaux cahiers des charges types applicables aux concessions de ports de plaisances maritimes ou fluviaux (Annexe IX et IX bis)

Code du domaine de l'état Articles R53 à R57-10 (Annexe X)

a. Le domaine confié à Voies navigables de France (V.N.F.)

Le domaine de l'état dont la gestion est confiée à V.N.F. est celui qui est défini à l'article 1^{er} du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure.

V.N.F. exerce sur le domaine public qui lui est confié par l'état par son statut les pouvoirs d'administration et de gestion. Il lui appartient donc dans le respect des principes de domanialité d'autoriser toute occupation et autre utilisation du domaine public fluvial. Il a le pouvoir de délivrer les titres d'occupation du domaine public de l'Etat.

Toute concession d'outillage public, d'installation portuaire de plaisance donne lieu à une convention avec cahier des charges à l'appui passée par V.N.F. avec le demandeur.

b. Les modes de gestion d'occupation du domaine public fluvial

Trois catégories de ports fluviaux peuvent être discernées : les haltes nautiques ou relais nautiques (moins de 20 anneaux), les équipements légers de plaisance (moins de 150 anneaux) et les ports de plaisance (plus de 20 anneaux sans limitation).

Les modes de gestion sont au nombre de 3 : la convention d'occupation temporaire (COT), la concession et si l'on considère les sites non-VNF, les ports privés.

Sur cette base, les concessions correspondent à 1/3 des sites, les concessions en régularisation à également 1/3 des sites, le solde correspond à des COT ou à des sites privés.

Nous ne nous intéresserons qu'aux concessions et conventions d'occupation temporaire.

Infrastructures & services	Halte nautique	Zone d'équipements légers	Port de plaisance
Régime juridique	COT	Concession	Concession
Dénomination et signalétique de VNF	Halte nautique	Relais fluvial	Port de plaisance
Nombre d'amarrages moyens destinés aux plaisanciers	3 à 8	pas de minimum et jusqu'à 150 en principe	A partir de 20 et sans limitation
Tarif de stationnement	Gratuit	Payant	Payant
Services onéreux aux usagers (eau, électricité)	L'eau peut être délivrée gratuitement	Indispensable pour assurer l'équilibre de la concession - la tarification est soumise à l'agrément de VNF	Indispensable pour assurer l'équilibre de la concession - la tarification est soumise à l'agrément de VNF
Capitainerie	Non	Souhaitable	Indispensable
Superficie d'emprise	Faible	2000 à 5000 m ² maxi	Pas de limite
Présence humaine	Non	Selon les cas	Oui
durée de stationnement	48 H maxi	Libre	Libre

Infrastructures & services	Halte nautique	Zone d'équipements légers	Port de plaisance
Sous-traité avec un exploitant privé	Non	Possible	Possible
Durée maximum de la convention signée avec VNF	3 à 5 ans	En général 15 ans au plus (fixée en fonction des investissements et de leur durée d'amortissement)	En général 40 ans au plus (fixée en fonction des investissements et de leur durée d'amortissement)

Tableau n° I : Conditions générales de gestion des ports de plaisance gérés par V.N.F.

b 1. La concession de port fluvial

Deux types de concessions sont applicables pour les ports fluviaux. Ces concessions s'effectuent grâce à l'appui d'un cahier des charges entre V.N.F. et le demandeur.

Le code du domaine de l'état prévoit que dans le cas où l'occupation du domaine public de l'état ou du domaine propre d'un établissement public aurait pour fondement une concession d'installation portuaire de plaisance, cette concession peut être constitutive de droit réel pour son titulaire dans la mesure et aux conditions prévues par le cahier des charges et sous réserve que les dispositions correspondantes aient reçu l'accord du préfet ou des ministres chargés du domaine et intéressé.

- **La concession d'équipements légers**

(Commentaires et cahiers des charges Annexe IX bis) :

Les équipements auxquels s'applique ce modèle de concession ne peuvent avoir ni la même nature ni la même ampleur que ceux des ports de plaisance traditionnels. Deux conditions doivent être réunies pour pouvoir utiliser cette concession :

- Il est réservé aux équipements nautiques ne comportant aucune infrastructure lourde du type digue ou murs de quais. Seuls sont admises les cales d'accès. Aucun remblaiement n'est accepté sur le domaine public fluvial. Sont seulement autorisées des installations légères : brise-clapots, appontements flottants, bouées d'amarrage sur corps morts.

- La capacité d'accueil de ces installations ne peut en principe dépasser 150 mouillages.

La durée de la concession est limitée à quinze ans correspondant à la durée d'amortissement. Les différents termes de la concession sont rédigés dans le cahier de charges relatif à la concession d'équipements légers. Cette concession autorise le concessionnaire à occuper les dépendances du domaine public fluvial, telles qu'elles sont délimitées sur le plan annexé au cahier des charges. La superficie des plans d'eau, des terrains, leur situation exacte et leur superficie, description des aménagements déjà existants. Le concessionnaire doit assurer la création, l'entretien et l'exploitation des ouvrages nécessaires à la réalisation et au fonctionnement du port : moyens d'amarrage et de mouillage, postes d'eau et de distribution du courant, réception des ordures ménagères, installations sanitaires, local d'exploitation, moyens de lutte contre les incendies et des installations nécessaires à la sécurité dans le port.

Le cahier des charges fixe toutes les modalités que le concessionnaire doit exécuter et respecter durant le temps de la concession. Il fixe le montant des redevances domaniales que le concessionnaire doit s'acquitter auprès du centre des impôts du département.

- **La concession des ports de plaisance** (Commentaires et Cahier des charges Annexe IX) :

Elle s'applique aux ports ne répondant pas aux exigences de la concession d'équipements légers. Deux variantes de concessions peuvent exister en fonction du financement privé ou public du port. D'une manière générale, la durée de la concession est de 40 ans.

Les différents termes de la concession sont rédigés dans le cahier de charges relatif à la concession des ports de plaisance. Le cahier des charges est ici plus imposant vis à vis du concessionnaire et nécessite de la part de celui – ci un plus grand engagement.

La concession a pour objet l'établissement et l'exploitation d'un port de plaisance délimité par un plan annexé à la concession. Le concessionnaire est autorisé à occuper les dépendances du domaine public comprises dans le périmètre de la concession. Le concessionnaire doit assurer la création, l'entretien et l'exploitation des ouvrages nécessaires à la réalisation et au fonctionnement du port : moyens d'amarrage et de mouillage, postes d'eau et de distribution du courant, réception des ordures ménagères, installations sanitaires, local d'exploitation, moyens de lutte contre les incendies et des installations nécessaires à la sécurité dans le port, les ouvrages de mise à terre et de mise à l'eau des bateaux, des parcs de stationnements... Le concessionnaire peut assurer la mise en place et le fonctionnement des

équipements et installations en rapport avec l'utilisation du port (équipements collectifs de caractère touristique relatifs aux écoles de voile, bureaux de tourisme...ou des installations à caractère commercial (hangars, ateliers destinés à l'hivernage...)).

Le cahier des charges fixe le montant de la redevance domaniale que le concessionnaire doit s'acquitter auprès du centre des impôts du département.

b2. La convention d'occupation temporaire (Annexe X)

Le domaine public fluvial est inaliénable et toute autorisation temporaire d'occupation du domaine public fluvial est précaire et révocable à tout moment.

C'est l'organisme public ayant la charge de la gestion du domaine public fluvial (V.N.F.) qui délivre les titres d'autorisation d'occupation du domaine public fluvial. Le dossier de la demande doit être adressé par pli recommandé avec demande d'avis de réception et doit comporter :

- les noms, prénoms, qualité, nationalité et domicile du demandeur
- une note précisant la localisation, les caractéristiques et la superficie de la dépendance domaniale concernée et la durée pour laquelle l'occupation est sollicitée, la nature de l'activité ainsi que la nature, l'estimation, le calendrier et les modalités de financement des investissements prévus, un extrait de plan cadastral représentant la dépendance domaniale dont l'occupation est demandée, un plan masse faisant apparaître l'emplacement des ouvrages, les constructions et installations de caractère immobilier prévus et une fiche descriptive de ces ouvrages, des justifications de la capacité technique et financière du demandeur à entreprendre pour mener à terme les travaux projetés.

Lorsque l'instruction de la demande qui doit comporter la consultation du directeur des services fiscaux et de l'établissement public ou organisme gestionnaire du domaine public fait apparaître que tout ou partie des ouvrages dont la réalisation est envisagée, ont un montant inférieur à 3 millions d'Euros, la décision relève de la compétence du préfet. Dans le cas contraire, elle relève de la compétence du ministre concerné et du ministre chargé du domaine auxquels le préfet transmet la demande accompagnée de son avis.

Le titre d'occupation constitutif de droit réel doit comporter, dans tous les cas la détermination précise de la consistance du droit réel conféré, de la durée pour laquelle il est conféré. Il doit aussi comporter l'énoncé des conditions auxquelles ce droit est conféré :

- les ouvrages, constructions et installation de caractère immobilier à édifier ou la liste de ceux qui doivent être maintenus en état
- le montant et les modalités de paiement de la redevance domaniale (qui peut s'élever à 20 Euros ou à 10 Euros quand l'autorisation fait suite à une autorisation précédemment accordée sans apporter de modifications à la nature, l'étendue ou aux conditions techniques de l'occupation
- le cas échéant, les obligations de service public imposées

L'autorité qui a délivré le titre peut le retirer avant le terme fixé quelque soit le motif fixé. Un préavis de deux mois doit être respecté et annoncé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le détenteur du titre ne peut sous louer ou vendre le domaine de l'état qui lui a été accordé.

2. Description du site choisi

La Loire, avec son patrimoine architectural et historique, est un atout majeur pour le tourisme des régions qu'elle traverse. Etant donné que la Loire est navigable et est gérée par V.N.F. de Nantes à Bouchemaine, qu'un réseau important de canaux existe à proximité (canaux de Bretagne, canaux de la Mayenne et de la Sarthe), il est possible d'envisager un développement du tourisme fluvial autour de celui – ci..

Dans cette optique, une promotion de la voie d'eau ne peut s'effectuer sans une création d'annexes nécessaire au tourisme fluvial. La mise en place de ports ou de haltes nautiques est ainsi obligatoire pour développer ce type de tourisme.

La portion navigable de la Loire comporte de nombreux anciens ports qui ne sont pas adaptés à assumer une grande quantité de touristes. De même leur aménagement peut être une difficulté pour le néophyte qui veut accoster ou embarquer. Il convient de reconsidérer ces sites et de les aménager dans le but de les rendre attractifs et sécurisants pour les touristes.

2.1.Les infrastructures présentes

En observant et analysant les différentes infrastructures présentes en bord de Loire, nous pouvons obtenir une idée précise du développement de la navigation sur cette portion de fleuve. Nous avons choisi le secteur situé en Loire aval situé entre Ancenis et Chalonnes sur Loire, secteur reconnu navigable (Figure n°1).

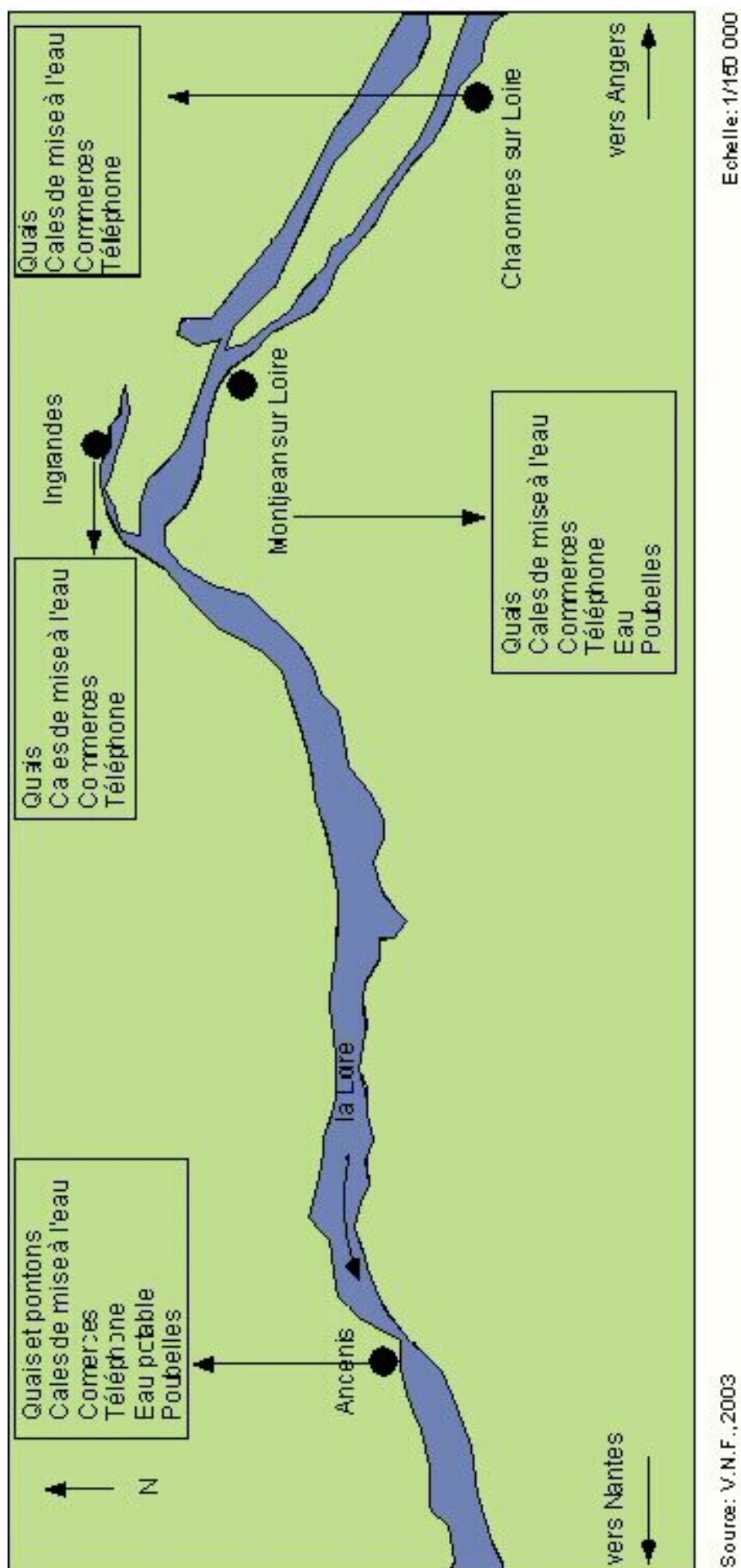


Figure n°1 : Carte de localisation du tronçon choisi

a. Ancenis (Figure n°2)

Première ville rencontrée dans le tronçon étudié en remontant la Loire, Ancenis est une ville de taille moyenne, qui présente une halte nautique. Cette halte nautique est caractérisée par la présence de pontons.

Bien que les quais soient nombreux sur cette partie, trace d'une activité fluviale importante, le développement nautique est faible. On remarquera une zone de pique nique à proximité de la halte.

b. Ingrandes (Figure n°3)

Ingrandes ne présente pas d'aménagements pour la navigation, hormis le quai qui présente une cale de mise à l'eau. L'absence de pontons comme pour Ancenis ne permet pas d'accoster et d'embarquer correctement.

c. Montjean sur Loire (Figure n°4)

Montjean sur Loire n'a pas d'aménagements pérennes sur la Loire. Il n'y a pas de pontons, ni d'aménagements figurant une halte nautique permanente. On peut noter la présence d'anciens quais, de cales de mise à l'eau et d'un ponton permettant l'accostage du bateau à passagers « La Ligériade II » et « La Montjeannaise ». La commune a une volonté de développer le port dans les prochaines années.

d. Chalonnes sur Loire (Figure n°5)

Comme pour Ingrandes, Chalonnes n'a pas d'équipement spécifique pour l'accostage et l'embarquement, hormis quelques cales de mise à l'eau et des quais non aménagés.

Le fait de se rendre sur ces différents ports m'a permis de me rendre compte que la navigation ligérienne sur cette portion est très faible, et limitée à l'utilisation de bateaux par les pêcheurs ou quelques bateaux à passagers. Bien que la navigation soit autorisée sur cette portion (présence de balises et de panneaux de signalisation), celle-ci est très peu développée.



Figure n° 3 : Vue des quais d'Ingrandes



Figure n°4 :
Vue des quais de
Montjean sur
Loire



Figure n° 5 : Vue des
quais de Chalonnes sur
Loire

2.2. Choix du site et de l'infrastructure adaptée

a. Choix du site

On peut voir le port fluvial ou la halte nautique comme vecteur de développement touristique, si cette création est accompagnée de moyens mis en œuvre pour développer le tourisme fluvial en Loire aval.

Hormis la présence d'une aire de pique nique proche de la halte nautique à Ancenis, aucune infrastructure n'est réellement destinée à accueillir les touristes du tourisme fluvial.

Afin de mieux comprendre le déroulement administratif et juridique de la création d'un port de plaisance dans le domaine public fluvial, il est plus aisé de se pencher sur un cas précis.

Parce que des projets d'aménagement de son port sont en cours et que de nombreuses commodités sont à proximité (écomusée, commerces...), la commune de Montjean sur Loire sera le site de notre étude.

Afin de pouvoir appliquer les différentes mesures de la législation prévues précédemment, il est préférable de faire un choix sur le type d'infrastructure qui pourrait équiper la commune de Montjean sur Loire.

b. Choix de l'infrastructure

Contrairement à la navigation sur les canaux, la navigation sur la Loire s'adresse exclusivement aux personnes ayant leur permis fluvial ou leur permis mer. Les touristes doivent être en mesure d'appréhender les contraintes liées à l'écoulement du fleuve en basses eaux et en hautes eaux. Un système de location de bateaux « sans permis » n'est donc pas permis sur la Loire.

Le port de plaisance, pouvant être créé à Montjean sur Loire, ne doit pas présenter des caractéristiques susceptibles de gêner l'écoulement des eaux. Il faut pouvoir limiter au maximum l'obstruction à l'écoulement des crues.

L'équipement du port peut donc se faire par l'adoption d'équipements légers, c'est à dire un équipement en brise clapot, en appontements flottants, en bouées d'amarrages sur corps mort. Les seules constructions pouvant être accordées, pour ce type d'aménagement, sont des cales de mise à l'eau. Or celles-ci sont déjà présentes sur le site.

c. Description du projet de port

Le port de plaisance de Montjean peut être un port doté d'équipements légers. Ce type de port offre les mêmes avantages qu'un port de plaisance traditionnel tout en préservant le site. Ce type d'aménagement permet d'avoir une capacité d'accueil de 100 à 120 bateaux à l'hectare. Du point de vue de la législation un port d'équipements légers ne peut dépasser 150 mouillages, le port ne peut donc pas faire plus d'un hectare en superficie.

A partir d'un appontement central mouillé dans le sens du courant, sont disposés parallèlement à celui-ci des petits appontements permettant aux bateaux de s'amarrer et aux équipages de débarquer facilement (Figure n°6).

L'appontement présente l'avantage d'offrir une double face accostable et de permettre ainsi des économies de plan d'eau et d'ouvrages d'accostages. Plusieurs types d'amarrages (amarrage sur appontement et sur bouée ou sur appontements et catway) et d'ancrages sont possibles (par des chaînes, par des pieux, des écouards ou des systèmes mixtes corps morts et écouards).

Le projet de port avec des pontons flottants doit prendre en compte les contraintes liées à l'environnement direct des pontons : la Loire est soumise à des problèmes de crue et d'étiage ainsi que le problème des courants (les courants de marée sont sensibles jusqu'à Montjean en période d'étiage et de vives eaux). Le fleuve charrie aussi de nombreux embâcles arrachés à ses berges et qui peuvent s'avérer destructeurs pour les pontons quelle que soit la situation de celui-ci.

Les pontons sont soumis à de nombreuses contraintes : leur conception et leurs ancrages doivent être solides et fiables. Des études techniques doivent approfondir ces critères et proposer une solution adaptée.

La liaison à terre doit aussi être envisagée. La passerelle est le meilleur moyen d'accès car elle peut s'adapter aux différences de niveaux du cours d'eau. Comme le prévoit le cahier des charges, des équipements doivent aussi être prévus tels que des postes d'eau et de distribution du courant, des moyens de lutte contre les incendies, des installations nécessaires à la sécurité dans le port des installations sanitaires et des installations d'ordures ménagères ainsi qu'un éclairage public. Des cales de mise à l'eau devront être réaménagées afin de faciliter la mise à l'eau des bateaux., le pavage actuel ne permettant pas une mise à l'eau aisée des bateaux.

Les constructions qui sont envisagées autour du port doivent aussi être prises en considération. Tout dépend des désiratas de la commune. La présence d'une capitainerie n'est pas obligatoire pour ce type d'infrastructure. Toutefois la construction d'une pompe à essence, de locaux pour les sanitaires, doit être envisagée.

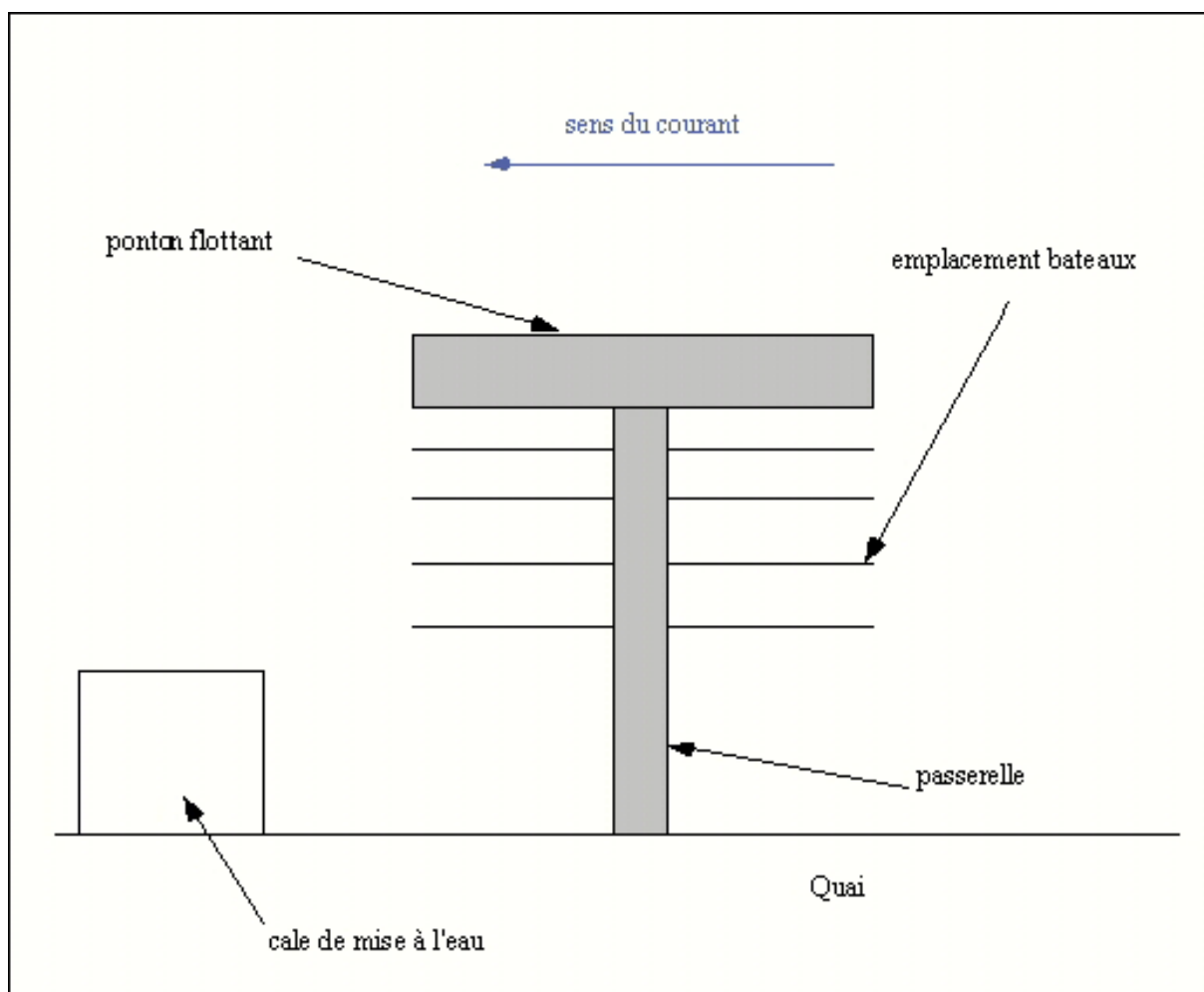


Figure n°6 : Schéma indicatif du projet de port de Montjean sur Loire

3. Mise en œuvre du projet

Le port de plaisance de Montjean pourrait être conçu comme **un port d'équipements légers de moins de 150 places**. Ce qui se traduit par **une disposition de pontons et de passerelles** installées à l'abri des zones de fort courant, mais quand même situées dans le lit mineur. Les **pontons** devront être **solidement ancrés sur les berges**. Un **réaménagement des quais** peut être envisagé, avec le maintien et le **réaménagement de quelques cales de mise à l'eau**.

3.1. Déroulement global du projet

L'initiateur du projet peut être la commune de Montjean sur Loire. Celle-ci souhaite s'investir dans un projet de création de port de plaisance.

Afin de pouvoir décider de la forme du projet, la commune peut demander à un bureau d'études d'effectuer des études techniques sur ce port, afin d'évoquer les différentes possibilités quant à la création d'un port fluvial et de ses annexes.

Une fois le projet décidé et approuvé, la commune effectue toutes les demandes d'autorisation, de déclaration et toutes les démarches administratives.

Quand toutes les autorisations et déclarations sont accordées, le projet est mis en chantier.

3.2. Démarches administratives

Cette partie est la plus importante du projet car il ne faut pas omettre une demande d'autorisation ou une déclaration à la préfecture. Tout oubli peut être sanctionné par des mesures pénales (article 23 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992).

3.2.1. La confrontation projet / législation

A partir du moment où les grandes lignes du projet ont été définies et approuvées par la commune, le maître d'ouvrage doit effectuer toutes les démarches administratives.

a. Le projet et la loi 92 – 3 du 3 janvier 1992 (Annexe I, II et III)

Comme nous l'avons vu précédemment, le projet est totalement concerné par la loi 92-3 du 3 janvier 1992 et ses décrets d'application (n°93-743 et 93-742 du 29 mars 1993).

Au vu du décret « nomenclature », le projet est concerné par les rubriques :

- **2.5.3** : Ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant un obstacle à l'écoulement des crues → Opération soumise à **autorisation**
- **2.5.4** : Installations, ouvrages, digues ou remblais d'une hauteur maximale supérieure à 0.5m au-dessus du terrain naturel dans le lit majeur d'un cours d'eau.
Si la superficie est supérieure ou égale à 400 m² mais inférieure à 1000 m².

II Opération soumise à **déclaration**

- **2.5.5** : consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels par des techniques autres que le génie végétal, pour un cours d'eau ayant un lit mineur d'une largeur supérieure ou égale à 7.5 mètres sur une longueur supérieure ou égale à 50 mètres mais inférieure à 200 mètres. → Opération soumise à **déclaration**

En effet, les pontons sont situés dans le lit mineur de la Loire et ceux ci peuvent constituer un obstacle à l'écoulement des eaux pendant une crue si les pontons accumulent les embâcles. De même, leur disposition peut s'accompagner par une consolidation des anciens quais. Il ne faut pas négliger la présence de constructions en bord du lit mineur pour les différentes commodités offertes par le port.

D'après la législation, une seule demande d'autorisation entraîne une demande d'autorisation générale même pour les rubriques soumises à déclaration.

D'après la loi 92 – 3 du 3 janvier et ses décrets d'application, le projet de port de Montjean sur Loire est une opération soumise à autorisation.

b. Le projet et l'étude d'impact (Annexe V)

Le projet de création de port de plaisance est un projet d'un coût total inférieur à 1,9 millions d'euros. Il n'est donc pas soumis à une étude d'impact. Il est uniquement soumis à une notice d'impact qui remplace le document d'incidence de la procédure d'autorisation.

c. Le projet et l'enquête publique (Annexe VI)

Le projet n'est pas soumis à l'enquête publique prévue au titre de la loi 83-630 du 12 juillet 1983. Puisque le projet porte sur une création d'un port de plaisance d'un montant inférieur à 1.9 millions d'euros et que la capacité du port est inférieure à 150 places.

Par contre, au titre de la loi 92-3 du 3 janvier 1992, le projet est soumis à enquête publique pendant 15 jours.

d. Le projet et l'occupation du domaine public fluvial

Le projet de port de plaisance de moins de 150 places est considéré comme une zone d'équipements légers. Le régime juridique s'y rattachant est la concession d'équipements légers. Cette concession s'effectue avec l'appui d'un cahier des charges cosigné entre V.N.F. et la commune de Montjean sur Loire (Annexe IX bis).

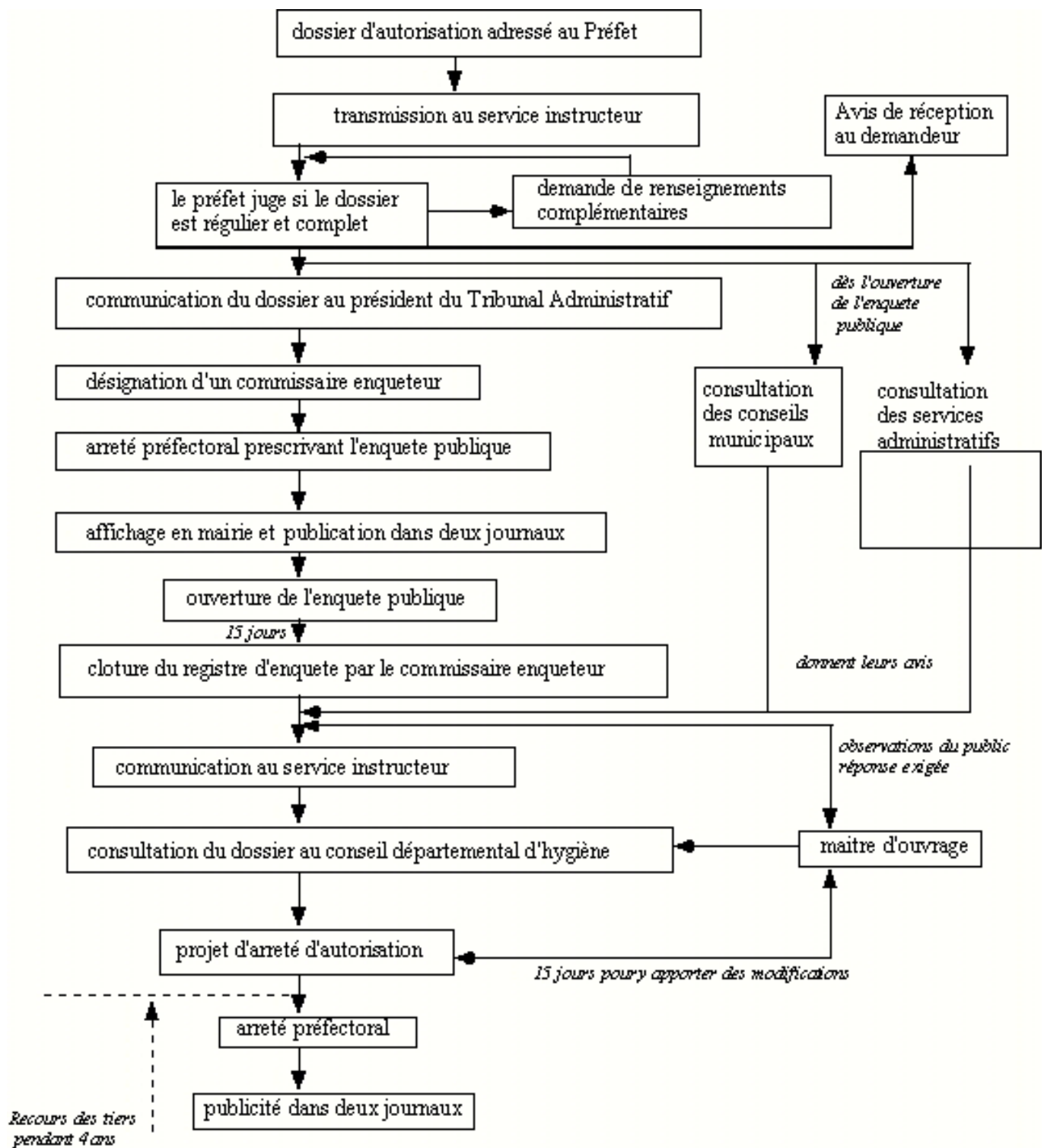


Figure n°7 Procédure d'autorisation au titre de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 et son décret d'application n°93-742 du 29 mars 1993

3.2.2. La chronologie à suivre

Le maître d'ouvrage doit en premier lieu à l'élaboration du dossier d'autorisation de la loi 92-3. Ce dossier suivra ensuite la chronologie énoncée au titre I du décret n°93-742 du 29 mars 1993 (Figure n°7).

Le dossier est à constituer en 7 exemplaires et est à adresser à la préfecture du département dans lequel l'aménagement va avoir lieu (ici la préfecture du Maine et Loire). Cette demande comprend :

- le nom et l'adresse du demandeur
- l'emplacement sur lequel l'aménagement va avoir lieu
- la nature, la consistance, le volume et l'objet de l'aménagement ainsi que les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés
- une notice d'impact valant document d'incidence
- les moyens de surveillance prévus et les moyens d'intervention en cas d'incidents et d'accidents
- les éléments graphiques, plans et cartes permettant une meilleure compréhension du dossier.

Le maître d'ouvrage envoie ce dossier au préfet qui le transmet au service instructeur. Le service juge si le dossier est recevable et complet.

Dans ce cas, le préfet envoie un reçu de réception au demandeur. Le préfet communique le dossier au juge du tribunal administratif qui désigne un commissaire enquêteur. Le préfet émet un arrêté prescrivant l'enquête. L'arrêté est affiché en mairie et est publié dans deux journaux locaux.

L'enquête est alors ouverte pour 15 jours. Dès l'ouverture de celle-ci et jusqu'à 15 jours après sa clôture, les conseils municipaux saisis par le préfet et les services administratifs concernés sont consultés.

A la fin de l'enquête, le commissaire émet un avis (réputé favorable ou non) et un registre d'enquête au préfet, au service instructeur et au maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage a pour obligation de répondre aux questions formulées dans ce registre.

Le dossier est ensuite consulté au conseil départemental d'hygiène du département. Le maître d'ouvrage y est convié afin de répondre aux questions formulées par le conseil.

Le projet d'arrêté est ensuite formulé par le préfet. Le demandeur a alors 15 jours pour y apporter des modifications. L'arrêté est ensuite déposé et publié dans deux journaux locaux.

A partir de ce moment, le demandeur pourra entamer les travaux. Pendant une période de 4 ans après l'émission de l'arrêté, des tiers fondés à agir peuvent engager un recours contre l'aménagement.

En même temps, la commune de Montjean sur Loire devra signer un cahier des charges de la concession de zone d'équipements légers avec V.N.F. Le concessionnaire (la commune de Montjean sur Loire) doit soumettre à l'agrément de l'autorité concédante (V.N.F.) dans un délai de trois mois après la signature du cahier des charges les travaux de toute nature qu'il entend réaliser conformément à ce qui a été décrit dans le cahier des charges précité.

Conclusion

Grâce au développement touristique autour de la voie d'eau, de nombreuses infrastructures tels que des ports de plaisance par exemple voient le jour auprès des voies navigables. C'est donc dans ce cadre que la recherche effectuée s'inscrit. La loi 92-3 du 3 janvier 1992 régit pour sa part la totalité des constructions aux abords des cours d'eau. C'est ainsi que tout projet de port est concerné par cette loi et les décrets d'applications qui l'accompagnent. L'occupation du domaine public fluvial est aussi un facteur à prendre en compte pour la réalisation de ce projet.

Un projet de port de plaisance dans le domaine public fluvial doit être mené consciencieusement : en fonction de son importance, il peut présenter de nombreuses perturbations au milieu naturel.

La réglementation actuelle cherche à obtenir un compromis entre le respect du milieu et le désir de développement de la population. En essayant de concilier ces deux paramètres, en suivant la réglementation, le maître d'ouvrage pourra parvenir à un aménagement respectueux de l'environnement et accessible pour tous.

Bibliographie

Les sites internet consultés :

www.ffports-plaisance.com

www.ramoge.org

www.quid.fr/SPORTSE/Q040130.htm

www.vnf.fr

www.rajf.org

www.port.fr

www.provoideau.com

Les sites internet utilisés pour la recherche des textes législatifs :

www.legifrance.fr

www.ramoge.org

Les documents consultés

Cours de MST IMACOF 2eme année sur la législation de l'eau

Direction de l'eau. Principaux textes applicables dans le domaine de l'eau. Paris : ministère de l'environnement, 1995. 350p.

Table des matières

	pages
Sommaire	1
Résumé / Abstract	2
Introduction	4
1. Cadre réglementaire et législatif concernant la création d'un port de plaisance	5
1.1. La réglementation actuelle	5
1.2. Les textes réglementaires	6
1.2.1. La loi n°92-3 du 3 janvier 1992 et ses décrets d'application	6
<i>a. Déclaration au titre de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992</i>	7
<i>b. Autorisation au titre de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992</i>	10
1.2.2. Le décret n°93-743 du 29 mars 1993	13
1.2.3. Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure	14
1.2.4. L'étude d'impact	15
<i>a. La notice d'impact</i>	15
<i>b. Le droit commun de l'étude d'impact</i>	16
<i>c. Les régimes particuliers</i>	17
1.2.5. L'enquête publique	18
1.2.6. Les autorisations de travaux dans les ports fluviaux	21
1.2.7. Voies Navigables de France et l'occupation du domaine public fluvial	21
<i>a. Le domaine confié à Voies navigables de France</i>	21
<i>b. Les modes de gestion d'occupation du domaine public fluvial</i>	21
<i>b1. La concession de port fluvial</i>	23
<i>b2. La convention d'occupation temporaire</i>	25

2. Description du site choisi	27
2.1. Les infrastructures présentes	27
<i>a. Ancenis</i>	29
<i>b. Ingrandes</i>	29
<i>c. Montjean sur Loire</i>	29
<i>d. Chalonnes sur Loire</i>	29
2.2. Choix du site et de l'infrastructure adaptée	32
<i>a. Choix du site</i>	32
<i>b. Choix de l'infrastructure</i>	32
<i>c. Description du projet de port</i>	33
3. Mise en œuvre du projet	35
3.1. Déroulement global du projet	35
3.2. Démarches administratives	35
3.2.1. La confrontation projet / législation	35
<i>a. Le projet et la loi n°92-3 du 3 janvier 1992</i>	35
<i>b. Le projet et l'étude d'impact</i>	36
<i>c. Le projet et l'enquête publique</i>	37
<i>d. Le projet et l'occupation du domaine public fluvial</i>	37
3.2.2. La chronologie à suivre	39
Conclusion	41
Bibliographie	42